

Libéralisme économique, des origines au début du XXe siècle : de l'utopie libérale de Smith à la doctrine libérale et au libéralisme économique réellement existant

Introduction

L'analyse ne peut pas être détachée de la mise en oeuvre des doctrines économiques libérales et des effets réels dans le système capitaliste. La fin de période retenue est celle proposée par Polanyi : années 1920, apogée du libéralisme, entre la guerre de 14 et la crise de 29.

1. Retour sur les origines

La période considérée ne connaît pas encore le capitalisme même s'il existe déjà des capitalistes et du capital

1.1. Libéralisme relatif : néo-mercantilisme du XVIIe ou les ancêtres

Pour **Boisguilbert** (1646-1714), la Nature (fidèle à une conception divine) dicte les lois de fonctionnement, parfaites par essence, des sociétés et de l'économie. La société est une belle mécanique (horloge) dont les parties sont des composantes indispensables et dont le mouvement perpétuel conduit à l'équilibre automatique de l'ensemble par la seule force naturelle de ses corps. Comme seule la "Nature" est parfaite, toute construction humaine est dangereuse : en entravant la nature dans son mouvement, elle cause des déséquilibres. En conséquence, il faut "laisser faire" la nature et non les hommes : la réalisation de l'équilibre en dépend.

L'idée fondamentale de **Mandeville** (1670-1733) est que les actions individuelles échappent dans leurs conséquences aux volontés propres des individus. Ce que la morale considère alors comme des vices privés (l'orgueil, l'ambition, le luxe, l'envie, l'ostentation... bref, les avantages individuels ou l'intérêt), en poussant à la consommation, en encourageant les dépenses et en stimulant l'activité économique, contribuent finalement au bien-être (matériel) de la société dans son ensemble.

Ces libéraux ne sont donc pas des idéalistes car ils considèrent que la quête individuelle de la richesse est le plus sûr moyen pour la société de contrer les noirs penchants individuels.

1.2. Libéralisme de l'ordre naturel

les physiocrates, réunis autour de François Quesnay (1694-1774), constituent à Versailles (sous Louis XV) la «**secte des économistes**» : Pierre Mercier de La Rivière, Le Trone, Dupont de Nemours..... dont certains - Vincent de Gournay (1712-1759), Anne Robert Jacques Turgot (1727-1781) - sont dissidents.

Au plan politique, ils défendent l'idée du despotisme éclairé plutôt que la démocratie. Du point de vue économique, leur **libéralisme** s'inscrit plus en continuité qu'en rupture avec les néo-mercantilistes ; défendant les intérêts des rentiers de la terre, leur *laissez-faire* concerne avant tout le commerce des grains, en ignorant les réalités de la France d'alors. Pour le libéralisme de « l'ordre naturel » ou du « droit naturel », le **libéralisme économique** est **un moyen** (pas le seul) et le **critère ultime** du jugement des actions est la **conformité avec la nature** : l'intention que cette nature semble manifester ou le but qu'elle semble chercher à atteindre ou l'ordre de perfection que la Raison est capable de discerner en étudiant la Nature.

1.3. Libéralisme utilitariste

A la suite de Jeremy Bentham (1748-1832), Adam Smith (1723-1790), John Stuart Mill (1806-1873) prônent **l'utilitarisme**. Leur **libéralisme** est celui de la coordination par le marché avec, au besoin, l'intervention de l'Etat. Pour le libéralisme utilitariste, le **libéralisme économique** est **un moyen** (pas le seul) et le **critère ultime** du jugement des actions est le **bonheur de la société**.

Point commun et différences essentiels entre ces deux derniers libéralismes :

- Le libéralisme économique est un **moyen** (non exclusif) au service d'une **fin** (bien / mal).
- La fin est donnée par un **critère ultime** (valeur première) différent : dans un cas, « l'ordre naturel » perçu comme justice ; dans l'autre, « le bonheur de la société », d'autres critères seraient possibles : volonté divine....
- La **place du marché** : pour les uns le *laissez-faire* ne concerne qu'un espace local (lieu de détermination du prix des grains) d'un ensemble social qui reste fondé de manière politique (compréhension de la nature et de la société en terme d'ordre, figuré par les classes sociales du tableau de Quesnay) ; pour les autres, il s'agit d'un projet de société organisée par et à travers le marché : le marché devient le fondement de la société.

2. Les libéraux « classiques » : le « libéralisme dans la société », le capitalisme montant

- Du *laissez faire* à la *main invisible* du marché, à la concurrence.... : *désencastrement* de l'économie (Polanyi)
- De l'utopie libérale à la doctrine libérale, à la justification du capitalisme et des intérêts des dominants.

2.1. Un courant dominant controversé

La « Richesse des nations » semble devoir mener au bonheur de la société mais le monde réel résiste à la *main invisible* dans le capitalisme émergent. Smith constate les changements qui s'opèrent sous ses yeux et les intègre. En fait, le libéralisme réel ne s'installe que lentement et ses effets n'apparaissent que progressivement mais sont de plus en plus évidents à mesure qu'on avance dans le XIXe siècle.

Au plan idéologique, le **libéralisme utilitariste** est la référence (ouvrages de Smith puis de Mill) et les économistes adoptent une approche globale de l'économie dans la société organisée par et à travers le marché. Pourtant sous cet apparent consensus des débats, parfois assez vifs (déséquilibres de Malthus / « loi des débouchés » de Say), des divergences, des désaccords, des limites apparaissent. D'une part, les **Britanniques** sont au centre de ce courant : d'Adam Smith (1723-1790) à John Stuart Mill (1806-1873) en passant par Robert Malthus (1766-1834) et David Ricardo (1772-1823). Ils perçoivent certaines limites de la coordination par le marché, les rapports de force ce qui les conduit à accorder une certaine place à l'Etat et à nuancer leur doctrine. D'autre part, les **Français**, Jean-Baptiste Say (1767-1832) et Frédéric Bastiat (1801-1850) annoncent les ultralibéraux.

Si l'économie devient une discipline autonome qui gagne en importance, elle reste une « économie politique » où les moyens sont clairement au service de bins (Intérêt général : bonheur ou justice)

2.2. La question du Libre-échange

L'essentiel de la théorisation du libre-échange est l'oeuvre des libéraux « classiques », des **avantages absolus** de Smith - sous certaines hypothèses, le libre-échange, en incitant les nations à se spécialiser dans les productions pour lesquelles elles disposent d'un avantage absolu augmente la richesse matérielle du monde - aux **avantages comparatifs (relatifs)** de Ricardo - les nations ont intérêt à se spécialiser dans les productions pour lesquelles elles disposent d'un avantage comparatif (relatif) - aux **valeurs internationales** de Mill qui dépendent de l'intensité relatives des demandes, le pays bénéficiaire étant celui qui se place en situation d'offreur pour un produit indispensable aux autres. Sans parler des cas où Smith et Mill envisagent des mesures **protectionnistes**. Aujourd'hui, dans la **justification du libre-échange**, la référence aux avantages comparatifs reste centrale.

3. Le libéralisme à l'épreuve du réel, le capitalisme triomphant

La deuxième partie du siècle change profondément la **nature** du libéralisme (3.2.) : d'un côté, l'économie est de plus en plus abstraite (3.1) ; de l'autre, le libéralisme se déploie dans la réalité économique (3.3.)

3.1. Domination du « libéralisme rationnel, formaliste & a-historique »

Les libéraux « néoclassiques » créent le « libéralisme rationnel, formaliste & a-historique »

Il existe un marché pour chaque type de biens ou de services (travail, capital ...). Le mécanisme autorégulateur du Marché permet de procéder à l'échange et conduit à la détermination d'un prix d'équilibre qui égalise l'Offre et la Demande.

A partir de l'**équilibre partiel** - sur un seul marché, "toutes choses égales par ailleurs"- Alfred Marshall (1842-1924) La conception de Léon Walras (1834-1910) aboutit à un **équilibre économique Général** : état d'équilibre sur tous les marchés satisfaisant tous les agents.

Et depuis Vilfredo Pareto (1848-1923) cet EEG est devenu un **optimum d'ophélimité** : une situation dans laquelle la situation d'un agent ne peut être améliorée sans dégrader celle d'un autre.

L'économie **discipline autonome**, est devenue une « **science** » et les économistes, le plus souvent des **experts** d'une question particulière, sans perspective globale.

Si certains libéraux sont critiques, l'essentiel de la **mise en cause** vient d'autres horizons : socialistes utopiques, anarchistes, marxistes.....

3.2. Glissements doctrinaux

Les Hypothèses philosophiques du socle libéral sont restreintes car la modélisation fonctionne à partir de systèmes simples. Ainsi, on réduit le concept de « raison » à la « rationalité » (calcul), on passe du « raisonnable » au « rationnel », de l'utilitarisme (le bonheur de la société) à l'utilité (la satisfaction des désirs) ;

des intérêts de la société à la somme des intérêts individuels de l'*homo oeconomicus* et la satisfaction se réduit au quantifiable. Progressivement, en adoptant la rationalité substantive, le moyen (libéralisme économique) se dissocie de la fin sociale (valeur ultime). Dans cette perspective, être libre c'est être "quitte de tous les autres", c'est-à-dire de tout ce qui fait la vie en société. Comme le modèle a une dimension normative, la finalité de la pratique sociale consiste à rapprocher la réalité du modèle (idéal).

3.3. Critiques de la doctrine économique libérale

Le **coeur** de la doctrine économique libérale (DEL) comme le **libre-échange** sont mis en cause tant du point de vue de la **théorie** économique (TE) que de la confrontation avec le **réel** (R).

Le rôle bénéfique de la concurrence : Seule la concurrence pure et parfaite est susceptible de permettre l'instauration d'un système de prix aboutissant à l'équilibre général. Or la concurrence est la condition d'une utilisation optimale des ressources productives (TE néoclassique). Par ailleurs, la réalité du marché est souvent bien éloignée de la concurrence - à la fin du XIXe siècle de nombreux entrepreneurs par la force, la ruse ou la concurrence déloyale, absorbent leurs concurrents - et de nombreuses activités industrielles sont à rendements croissants, c'est-à-dire que le coût de production unitaire diminue au fur et à mesure que la production augmente : un monopole peut donc produire à moindre coût relativement à un ensemble d'entreprises en concurrence. (R)

Comme la loi du plus fort se substitue à la convergence spontanée des intérêts, il faut faire intervenir l'Etat pour maintenir la concurrence, pour assurer certaine production

L'intérêt particulier conduit à l'intérêt général : Chacun cherche son intérêt, mais ce qu'il fait peut avoir aussi des conséquences, appelées externalités - positives ou négatives - sur autrui : de ce fait, avantage privé et avantage social (pour la collectivité) ne coïncident plus. Les interventions de l'Etat sont donc nécessaires pour préserver l'intérêt collectif. (TE néoclassique + R)

La régulation par le marché suffit à assurer le bien-être général : Au XXe siècle les diverses critiques (TE keynésienne et néoclassique) porte un coup fatal à la capacité autorégulatrice du marché. Par ailleurs les inégalités de répartition (R) ont des conséquences tant économiques - la part des profits prélevée au détriment de celle du travail et de l'activité, est constitutive du fonctionnement du marché, puisque c'est ainsi que les détenteurs du capital vivent - que du point de vue de la justice sociale : certains ont beaucoup, tandis que d'autres ont peu, voire rien, et ces inégalités se reproduisent de génération en génération parce qu'elles s'entretiennent.

Libre échange : Comme il n'est mutuellement avantageux que pour les nations de même puissance, les nations les plus avancées dominent, Frédéric List (1798-1846), issu de l'école historique allemande, avance l'idée d'un protectionnisme éducateur qui consiste à se protéger afin de construire un avantage (TE + R)

Conclusion :

Quatre figures paradoxales de libéralisme économique :

Adam Smith : alors que Smith pense les trois libéralismes comme un tout, il est non seulement considéré comme le « père » du libéralisme économique mais aussi de l'économie en tant que discipline autonome. Libéral certes... mais qui accorde une place à l'Etat (troisième devoir du souverain)

John Stuart Mill : fervent défenseur de l'utilitarisme, au besoin, favorable à l'intervention de l'Etat, il relativise le libre-échange et la production des richesses. Un libéral sans doute.... mais intéressé par les expériences du socialisme utopique..

Léon Walras : alors que Walras s'intéresse aux conditions de l'équilibre général / marchés, qu'il contribue ce faisant à rendre l'économie a-historique et abstraite, à donner une norme et, involontairement, une caution scientifique à l'autorégulation prêtée aux marchés réels par la doctrine libérale ; concrètement, il est partisan de changements radicaux / système. Nationalisation de la terre, des monopoles naturels ; intervention de l'Etat. Libéral ? mais alors d'une curieuse espèce.

John Maynard Keynes : alors que Keynes met l'équilibre général en cause, en montrant les dysfonctionnements issus de la régulation marchande, qu'il est le grand théoricien de l'intervention de l'Etat, il ne met pas le système économique en cause. Libéral ? Sans doute, au sens donné par les américains.

Même si certains libéraux sont critiques, une certaine cohérence subsiste et le **dogme** tient bon car le système qui se réclame du libéralisme, le capitalisme, perdure, non sans une certaine intervention de l'Etat. Mais le première moitié du siècle connaît des **bouleversements colossaux** - Première Guerre mondiale, révolution russe, dommages de guerre, crise de 29, montée du nazisme, des fascismes et autres régimes autoritaires, Seconde Guerre - qui ébranlent le système économique et les convictions et, par ricochet, mettent le dogme libéral en cause.

Joan Robinson (1951) : « la main invisible effectue toujours son travail, mais elle peut le faire par strangulation »